

PREFECTURE DE LA MOSELLE

Direction de l'environnement  
Et du développement durable

Bureau des installations classées

Affaire suivie par Sylvie INGOLD

☎ 03.87.34.88.98

☎ 03.87.34.85.15

✉ [sylvie.ingold@moselle.pref.gouv.fr](mailto:sylvie.ingold@moselle.pref.gouv.fr)

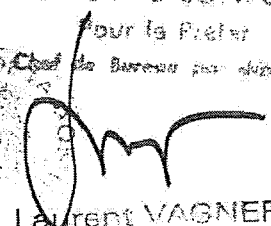
Arrêté

n° 2009-DEDD/IC- 

du

- 2 NOV. 2009

mettant la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine en demeure de respecter les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-DEDD/IC-130 du 12 juin 2009, lui imposant la réalisation de compléments et d'un réexamen de ses études de dangers complétées de l'aciérie et de la cokerie de SEREMANGE-ERZANGE.

POUR COPIE CONFORME  
Pour la Préfet  
  
Laurent VAGNER

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu les titres 1 des livres V des parties législative et réglementaire du Code de l'environnement, et notamment l'article L 514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral DRCLAJ-2009-39 en date du 28 juillet 2009, portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 99-AG/2-68 du 23 mars 1999 autorisant la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine à poursuivre l'exploitation, sur les communes de SEREMANGE-ERZANGE et HAYANGE, d'une aciérie à oxygène, d'un atelier de coulée continue et de tous les équipements annexes nécessaires à la production ;

Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2001-AG/2-111 du 15 mars 2001 portant mise à jour administrative de la cokerie de SEREMANGE-ERZANGE exploitée par la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-AG/2-128 du 27 mars 2006 prescrivant à la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine, la réalisation de compléments à l'étude de dangers de l'aciérie de SEREMANGE-ERZANGE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-AG/2-120 du 24 mars 2006 prescrivant à la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine, la réalisation de compléments à l'étude de dangers de la cokerie de SEREMANGE-ERZANGE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-130 du 12 juin 2009 imposant à la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine à SEREMANGE-ERZANGE, la réalisation de compléments et d'un réexamen de ses études de dangers complétées de l'aciérie et de la cokerie de SEREMANGE-ERZANGE ;

Vu la circulaire DPPR/SEI2/CB-06-0388 du 28 décembre 2006 relative à la mise à disposition du guide d'élaboration et de lecture des études de dangers pour les établissements soumis à autorisation avec servitudes et des fiches d'application des textes réglementaires récents ;

Vu la circulaire du 9 juillet 2008 relative aux règles méthodologiques pour la caractérisation des rejets toxiques accidentels dans les installations classées ;

Vu la circulaire du ministère de l'Ecologie du 26 janvier 2009 relative à la mise en œuvre des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) ;

Vu les compléments à l'étude de dangers de l'aciérie transmis à l'Inspection des installations classées en octobre 2006 ;

Vu les compléments à l'étude de dangers de la cokerie transmis à l'Inspection des installations classées en octobre 2006 ;

Vu les compléments aux études de dangers de l'aciérie et de la cokerie transmis à l'Inspection des installations classées par courrier en date du 5 décembre 2008 ;

Vu le courrier de la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine daté du 16 septembre 2009 transmis à l'Inspection des installations classées ;

Vu le tableau de réalisation des modélisations transmis à l'Inspection des installations classées le 14 octobre 2009 ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 23 octobre 2009 ;

Considérant la nécessité de disposer, avant d'établir les cartes d'aléas qui définiront les zonages du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour des installations classées « AS » exploitées par ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine, d'une liste exhaustive des phénomènes dangereux générés par les installations et des hypothèses de calculs retenues ;

Considérant que la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine n'a pas totalement répondu aux exigences de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-130 du 12 juin 2009 susvisé ;

Considérant que les compléments d'étude de danger demandés à la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine par arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-130 du 12 juin 2009 sont nécessaires à la prescription du PPRT autour de ce site et que le PPRT a pour objectif d'améliorer la maîtrise des risques technologiques majeurs autour de ce site ;

Considérant l'importance des enjeux autour des sites industriels ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

## **Arrête :**

### **Article 1 :**

La société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine, est mise en demeure de respecter l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-DEDD/IC-130 du 12 juin 2009 lui imposant la réalisation de compléments de ses études de dangers complétées de l'aciérie et de la cokerie de SEREMANGE-ERZANGE.

Elle devra fournir à la préfecture de la Moselle les éléments demandés dans cet article avant le 1<sup>er</sup> décembre 2009.

### **Article 2 : Infractions aux dispositions de l'arrêté**

En cas de non-respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période deux années suivant la mise en activité de l'installation.

### **Article 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,  
Le Sous-préfet de l'arrondissement de THIONVILLE,  
Les inspecteurs des installations classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune où est implantée l'entreprise.

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Jean-François TREFFEL

